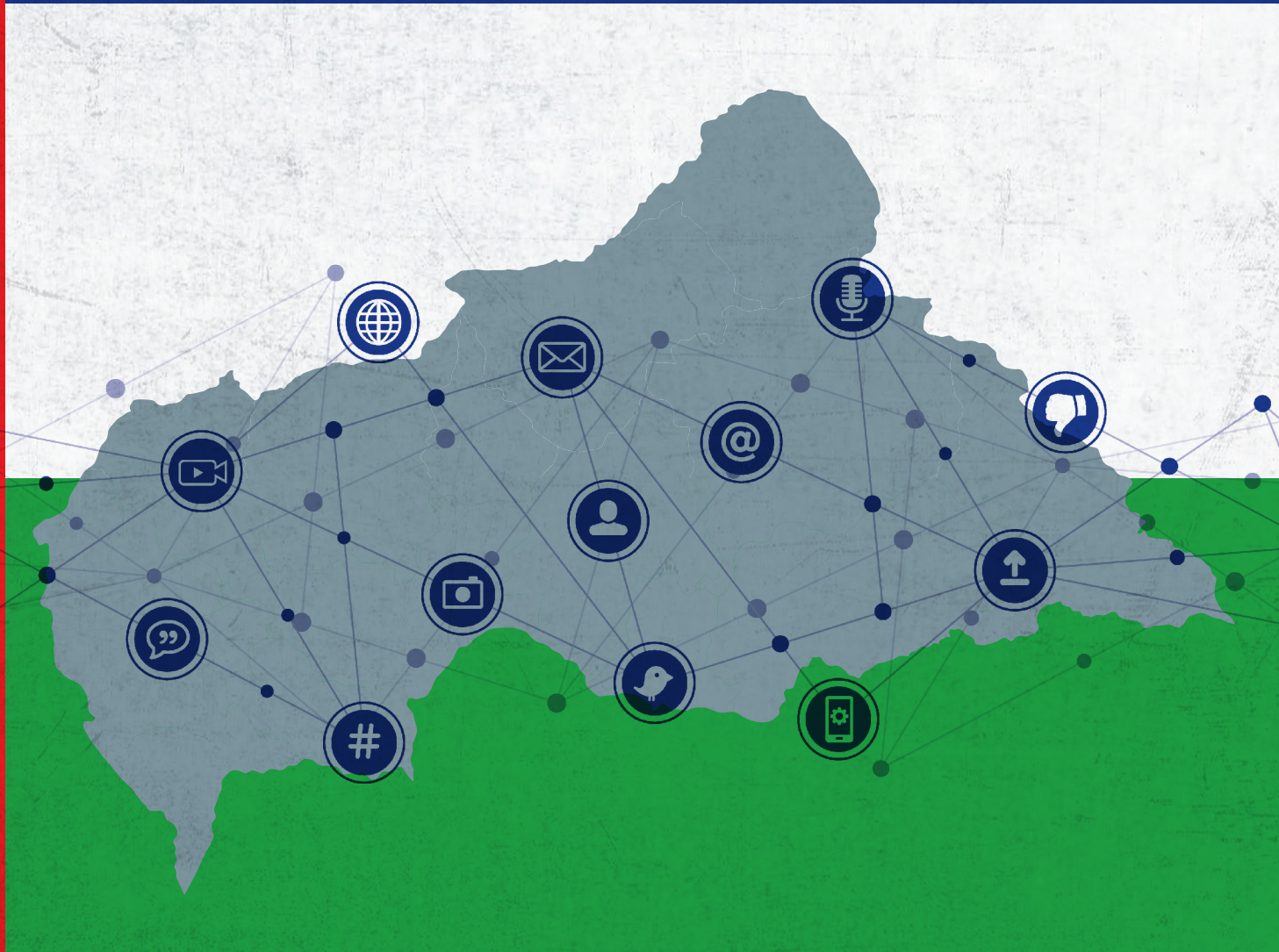


UN LEXIQUE DE DISCOURS HAINEUX ET INCENDIAIRE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



A LEXICON OF HATE SPEECH TERMS



PEACETECH LAB

Chefs de projet : Nicola Barrach-Yousefi, Althea Middleton-Detzner, Elizabeth Murray, Rhosyn Ngatondang Zalang, Rachel Sullivan

Équipe du projet : Brianna Ferebee, Jacqueline Lacroix

Organisations partenaires et collaborateurs : AJEMADEC, Bria Londo

Conception éditoriale : Kirsten Ankers | Citrine Sky Design

À propos de l'auteur principal : Nicola Barrach-Yousefi

À propos de l'auteur principal : Nicola Barrach-Yousefi a plus de 15 ans d'expérience dans le domaine des droits de l'homme et de la société civile à travers le monde. Elle se spécialise dans la collaboration avec les mouvements et les défenseurs des droits humains pour concevoir des programmes de terrain et de recherche sur les discours haineux, les droits humains, la résistance civile et le plaidoyer. Elle est la fondatrice et la directrice exécutive de Human Rights Connected, une organisation en réseau axée sur l'élargissement de la compréhension de l'action non-violente stratégique et du droit international des droits de l'homme. Elle est également conseillère principale pour les initiatives civiques au Centre international sur les conflits non violents (ICNC) et conseillère principale pour le programme contre l'incitation à la haine au PeaceTech Lab. Elle est l'auteur principal des lexiques du Cameroun et de la République démocratique du Congo (RDC). Elle est consultante pour l'ONU, l'USIP et d'autres organisations internationales.

L'Institut Américain pour la Paix (USIP) est un institut national, non-partisan et indépendant, fondé par le Congrès américain et dédié à la proposition qu'un monde sans conflit violent est possible, pratique et essentiel pour la sécurité américaine et mondiale. Dans les zones de conflit à l'étranger, l'Institut travaille avec des partenaires locaux pour prévenir, atténuer et résoudre les conflits violents. Pour réduire les crises futures et le besoin d'interventions coûteuses, l'USIP travaille avec les gouvernements et la société civile pour renforcer les capacités locales à gérer les conflits de manière pacifique. L'Institut poursuit sa mission en liant la recherche, les politiques, la formation, l'analyse et l'action directe pour soutenir ceux qui travaillent à créer un monde plus pacifique et inclusif.

L'Association Jeunesse en Marche pour le Développement en Centrafrique (AJEMADEC) est une organisation à but non lucratif basée à Bangui. AJEMADEC travaille avec les jeunes pour accompagner la transformation dynamique de mentalités et de comportements des communautés pour créer la confiance, la cohésion sociale et la coexistence pacifique afin de contribuer au développement de la République Centrafricaine.



Table des matières

Objectif	2
Introduction	3
Le lexique	4
Contexte National	4
Propos insultants et incendiaires.....	9
Légende	10
Autres termes et phrases insultants et incendiaires.....	29
Annexe A : Méthodologie	30
Annexe B : Problèmes et risques	32
Annexe C : Statistiques de l'enquête	35

Objectif

Les objectifs principaux de ce lexique de PeaceTech Lab sont d'identifier et d'expliquer le langage haineux, et aussi de proposer des mots et des phrases alternatives qui peuvent être utilisés pour combattre la propagation du langage haineux en République Centrafricaine. PeaceTech Lab souhaite que ce lexique serve de ressource pour informer les personnes et les organisations impliquées dans la surveillance et la lutte contre le langage haineux en République centrafricaine. Ce lexique apportera également sa contribution à l'ensemble des connaissances sur cette question et informera d'autres efforts dans le monde entier.

Les termes haineux spécifiés dans ce lexique, ainsi que leur signification et leur contextualisation proposées, n'ont pas de caractère normatif. Ce lexique n'est pas un document juridique. Ce lexique n'a pas pour but de promouvoir la censure ou de servir de base à un gouvernement ou à toute autre autorité pour restreindre la liberté d'expression. Le lexique et les recherches qui le sous-tendent ne sont pas conçus pour servir de référence ou de preuve dans le cadre d'une procédure ou d'un exercice juridique ou réglementaire, y compris ceux impliquant des sanctions ou des pénalités pénales ou civiles. Peacetech Lab reconnaît qu'il n'existe pas de définition juridique internationale de ce qui constitue un discours de haine illicite. Peacetech Lab ne prend donc pas position et ne fait aucune recommandation sur ce qui constitue un discours illégal en vertu de la loi de la République centrafricaine (RCA), de la loi de toute autre juridiction, ou du droit international.

De plus, l'ordre dans lequel les propos haineux apparaissent dans leurs sections respectives du lexique ne permet pas de déduire une signification supplémentaire autre que celle décrite dans la méthodologie de recherche. Le langage haineux décrit dans ce lexique ne doit pas être interprété comme étant plus ou moins nocif en fonction de l'ordre dans lequel il apparaît dans ce lexique, ou pour toute autre raison qui n'est pas expressément indiquée dans ce lexique.

La liste des termes inclus dans ce lexique, ainsi que leur signification et leur contextualisation proposées, ne sont pas statiques. Le lexique est plutôt un « instantané » - dans le temps et dans l'espace - de la façon dont le langage haineux est utilisé, perçu et compris par ceux qui ont contribué au processus de recherche en RCA entre octobre 2020 et mars 2021. La façon dont ces termes sont compris, leur signification, leur usage et l'évaluation de leur caractère nuisible peuvent évoluer ou changer avec le temps. La nature non statique du langage haineux correspond aux changements parfois brusques qui peuvent survenir dans le contexte d'un conflit et à l'évolution du langage au fil du temps dans toute société, y compris en RCA. Le langage haineux comporte une dimension subjective importante, et le contexte peut modifier le sens du langage utilisé. Les résultats de la recherche exposés dans ce lexique doivent être abordés comme tels.

Le langage haineux est, par sa nature même, offensant. PeaceTech Lab n'utilise pas de langage haineux dans son lexique dans le but de le promouvoir ou de le diffuser. Au contraire, PeaceTech Lab affiche ce langage haineux pour l'identifier, l'expliquer et informer le public.

Avis de non-responsabilité légale : les informations présentées ici sont fournies « en l'état », sans déclaration ni garantie quant à leur adéquation, leur fiabilité, leur applicabilité, leur qualité marchande, leur adéquation, leur absence de contrefaçon, leur résultat, leur issue ou quelque nature que ce soit. Nous ne déclarons ni ne garantissons que ces informations sont ou seront actualisées, exactes ou complètes. Nous déclinons toute représentation ou toute autre forme de garantie qui pourrait être autrement impliquées. Nous déclinons toute responsabilité envers vous ou d'autres personnes de quelque manière que ce soit ou pour tout dommage de quelque nature que ce soit ou en vertu de toute théorie (contrat, délit civil ou autre), découlant des informations présentées ici.

Introduction

Depuis 2014, PeaceTech Lab a entrepris des recherches et travaillé avec des partenaires locaux dans 13 pays pour comprendre la dynamique des discours de haine et le lien entre la prolifération des récits haineux en ligne et les événements violents hors ligne.

Cette recherche et les lexiques qui en résultent cherchent à identifier et à contextualiser le type particulier de langage susceptible de provoquer la violence en exacerbant les tensions existantes et en approfondissant les crises en cours au sein des communautés en conflit. Plutôt que d'évaluer l'existence ou la prévalence générale des discours de haine, chaque lexique examine plutôt les termes provocateurs les plus répandus, leurs origines et leur contexte, ainsi que leur utilisation dans le contexte d'un pays particulier. Pour réussir à surveiller et à contrer les discours haineux dans leurs degrés de gravité, nous devons d'abord identifier le vocabulaire le plus couramment utilisé et le contexte social et politique qui rend ces termes offensants, provocateurs ou potentiellement dangereux.

Ce lexique des discours de haine en République centrafricaine (RCA), élaboré en partenariat avec l'United States Institute of Peace (USIP) et l'Association, Jeunesse En Marche Pour Le Développement En Centrafrique (AJEMADEC), vise à mettre en lumière la problématique des discours haineux en 2020 et 2021 dans un contexte de profonds bouleversements sociaux et politiques dans le pays. Comme illustré tout au long de ce document, les discours de haine sont à la fois un symptôme et une cause de ces divisions.

Dans le contexte de la réalité actuelle d'insécurité et de conflit en RCA, les discours incendiaires sont utilisés comme un outil pour atteindre des objectifs politiques et matériels. Cela a pour conséquence d'approfondir les divisions entre les communautés religieuses et ethniques, de polariser davantage les opinions et de déshumaniser les groupes ciblés, d'exacerber les sentiments de frustration et de grief et d'abaisser le seuil des actes de violence. Ces dernières années, plusieurs exemples ont démontré le pouvoir qu'ont les récits haineux et la désinformation circulant en ligne d'aggraver des situations déjà tendues. Plus récemment, les conséquences des élections contestées de décembre 2020, ainsi que la violence et les perturbations provoquées par la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) autour de ces élections — combinées à une augmentation du nombre d'utilisateurs de médias sociaux - devraient entraîner une nouvelle augmentation de la fréquence des discours provocateurs hors ligne et sur toutes les plateformes médiatiques.

Dans ce contexte, et en raison de la nature même du langage haineux, ce lexique vise à servir de guide initial aux mots et expressions spécifiques identifiés par la population (pendant la période d'octobre 2020 à mars 2021) interrogée comme particulièrement provocateurs ou ayant un potentiel incendiaire en RCA. L'équipe du projet souhaite que ce lexique serve de ressource pour informer les personnes et les organisations impliquées dans la surveillance et la lutte contre le langage haineux en République centrafricaine. Ce lexique contribuera également à l'ensemble des connaissances sur cette question et informera d'autres efforts dans le monde entier.

Le lexique

Pour élaborer ce lexique, l'équipe du projet, composée de membres du personnel et de consultants de PeaceTech Lab, de l'United States Institute of Peace (USIP) et de l'Association, Jeunesse En Marche Pour Le Développement En Centrafrique (AJEMADEC), avec le soutien de Bria Londo, a mené un processus de recherche en plusieurs phases comprenant une vaste enquête en ligne¹, une série de discussions de groupe, des entretiens approfondis et des consultations par téléphone, ainsi que des examens d'experts universitaires et des professionnels centrafricains. Le processus de recherche a permis à l'équipe d'identifier les termes et expressions qui, selon toutes les personnes interrogées, contribuent aux profondes divisions et tensions sociétales de la RCA parce qu'ils sont eux-mêmes provocateurs ou utilisés de manière incendiaire. Pour chaque terme², la section « **Définition** » contient les informations fournies par les personnes interrogées dans les trois premières questions de l'enquête sur les origines du terme, sa signification générale et des informations connexes. La section « **Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ?** » contient les informations fournies par les répondants sur les raisons pour lesquelles ils pensent que le terme est offensant et provocateur ou pourrait être utilisé de manière offensante et provocatrice. Cette section aborde souvent les usages antérieurs, les références historiques aux conflits et griefs passés, ainsi que d'autres contextes qui permettent de mieux comprendre l'utilisation et la signification nuancées d'un terme. Enfin, la section « **Alternative non offensante** » comprend des termes proposés par les répondants pour remplacer les termes offensants et provocateurs ou qui pourraient être utilisés pour atténuer ou contrebalancer ces termes. Les groupes de discussion sur le lexique ont critiqué ces informations et fourni une analyse contextuelle supplémentaire. Enfin, un groupe sélectionné et diversifié d'experts centrafricains a complété les données de l'enquête, du groupe de discussion et des entretiens approfondis par des analyses et des points de vue supplémentaires.

De plus amples informations sur l'enquête, les ateliers et d'autres aspects de la méthodologie du projet sont disponibles dans les annexes à la fin du document.

Contexte national

Introduction

La République centrafricaine (RCA) est un pays situé au cœur du continent africain et marqué par des siècles de luttes territoriales et d'exploitation violente. Ancienne colonie française, la RCA a obtenu son indépendance en 1960, mais a lutté pour consolider la démocratie et construire la paix dans l'ombre de cet héritage. Aujourd'hui, la faible présence du gouvernement en dehors de la capitale contribue à l'instabilité et à une économie de conflit florissante. Les groupes armés contrôlent de vastes territoires où ils exploitent les abondantes ressources naturelles de la RCA et s'attaquent aux populations locales en toute impunité. Les cycles de représailles violentes visent souvent les civils selon des critères ethniques, politiques et religieux, et sont également alimentés par les inégalités régionales. Ces tensions ont récemment été exacerbées par un processus électoral contesté, où la désinformation et les discours d'incitation à la haine ont fleuri.

Colonialisme, indépendance et naissance de l'état

la République centrafricaine telle qu'elle existe aujourd'hui est le produit de plus d'un siècle de luttes pour le contrôle territorial, en fonction de l'exploitation des populations et des ressources naturelles. À la fin du XIX^e siècle, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne se sont disputés le contrôle du territoire de la région centrafricaine. Finalement, une grande partie de

la région est devenue le Congo français, également connu sous le nom d'Afrique équatoriale française, la Belgique contrôlant le territoire situé au sud de la rivière Oubangui dans ce qui est aujourd'hui la République Démocratique du Congo (RDC). Juste au nord de cette frontière, la France a colonisé ce qui allait devenir la République centrafricaine. Un poste appelé Bangui, qui est aujourd'hui la capitale, a d'abord été établi avant la création de la colonie Oubangui-Chari, qui tient son nom des deux principales rivières qui traversent le territoire.

Lorsque les Français sont arrivés en RCA, la majeure partie de la région était gouvernée par un réseau de sultanats musulmans établis au XVIII^e siècle et entretenant des liens économiques et sociaux étroits avec l'ensemble de la région. Au milieu du XIX^e siècle, les sultanats ont également commencé à se livrer à des razzias d'esclaves pour approvisionner les routes commerciales du Sahara et du Nil, capturant des dizaines de milliers de personnes. Leur relation prédatrice avec ces populations se caractérise par l'utilisation de tactiques telles que l'encercllement de villages entiers, des coups de fusil pour effrayer et faire du bruit, la capture du plus grand nombre possible de fugitifs, puis l'attente de ceux qui revenaient³. Lorsque les Français sont arrivés sur place à la fin du XIX^e siècle, ils ont considéré les sultans comme des colonisateurs étrangers⁴ illégitimes.

En 1899, le gouvernement français a accordé des droits exclusifs à une quarantaine de sociétés pendant 30 ans pour exploiter une grande partie des terres de la région du Congo français, y compris certaines parties de l'Oubangui-Chari. Ces sociétés ont eu recours au travail forcé pour exploiter les ressources naturelles du pays. Comme le gouvernement colonial était corrompu et peu compétent, les sociétés privées représentaient de fait l'État sur environ la moitié du territoire de la colonie. Malheureusement, elles n'ont pas beaucoup investi dans leurs affaires, et encore moins dans les infrastructures ou les services. Au lieu de cela, elles prélevaient des impôts sur les populations locales, qu'elles obligeaient également à fournir de la main-d'œuvre, déplaçant parfois des groupes ethniques à cette fin. En cas de refus, elles recouraient à des pratiques coercitives telles que la prise en otage de femmes et d'enfants et l'incendie de villages entiers⁵.

Après des décennies de razzias d'esclaves, de nouvelles maladies et de travail forcé, la population était à la fois très réduite et prête à se rebeller. La guerre du Kongo-Wara, également connue sous le nom de « guerre du manche de houe » ou guerre des Gbaya, a duré de 1928 à 1931 et a commencé par les enseignements non violents d'un leader local Gbaya. Barka Ngainoumbey, également connu sous le nom de « Karinou » (celui qui allait changer le monde, ou celui qui amasse et enroule la terre) et parfois qualifié de prophète et de guérisseur, prêchait la résistance non violente à la domination coloniale française, y compris aux Peuls qui servaient d'administrateurs pour le compte des Français dans ce qui est maintenant le Cameroun⁶. Les tactiques de résistance qu'il préconisait comprenaient le boycott des produits européens et l'utilisation d'un « kongo-wara » (manche de houe en bois) censé offrir une protection. Les affrontements à petite échelle entre les Gbaya et les Peuls sont devenus un mécanisme de diffusion de l'idéologie de Ngainoumbey, et ont intensifié à leur tour le conflit. Les historiens estiment que près de 350 000 combattants y ont pris part⁷. Les partisans de Ngainoumbey ont commencé à attaquer les Français et ont brûlé la ville de Bouar. Les Français ont riposté à ces attaques en tuant Ngainoumbey, mais la rébellion a continué de s'étendre à toute la région, ce qui donna lieu à une guerre faisant des milliers de morts mais qui n'est pas venue à bout du contrôle français du territoire.

Malgré les revers et la violence de la guerre du Kongo-Wara, un autre défenseur puissant et influent de la décolonisation s'est fait connaître. Barthélemy Boganda, adopté par des missionnaires catholiques lorsqu'il était enfant, est devenu le premier prêtre catholique ordonné

d'Oubangui-Chari. Boganda est devenu un leader populaire et, en 1946, a été élu pour représenter l'Oubangui-Chari à l'Assemblée nationale française où il a plaidé contre le colonialisme et le racisme. Il a ensuite fondé le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) en 1950. Il était sur le point d'aider le territoire à obtenir son indépendance et son statut d'État, mais a été tué dans un accident d'avion en 1959, juste avant que cela ne devienne réalité. À l'époque, la rumeur courait selon laquelle les Français étaient responsables de cet accident, et celle-ci persiste encore aujourd'hui.

Lorsque la République centrafricaine a finalement obtenu son indépendance en 1960 sans Boganda à sa tête, son cousin David Dacko est devenu le Chef du gouvernement provisoire de la République, puis le premier Président du nouvel État. Après avoir obtenu son indépendance, la toute nouvelle République centrafricaine a dû faire face à un héritage de près d'un siècle de violence et d'exploitation coloniale alors qu'elle tentait d'établir et de consolider un gouvernement démocratique. Dacko a créé un État répressif à parti unique, et ses relations étroites avec les Français ont incité ces derniers à préférer le maintenir au pouvoir, le restaurant même après qu'il ait été renversé par le colonel Jean-Bédél Bokassa en 1966⁸.

L'autoritarisme, la rébellion et le nettoyage ethnique

malgré les premiers acquis de l'indépendance et de la démocratie, les dirigeants suivants ont établi des régimes plus autoritaires dans la république naissante, en s'appuyant sur les fondements de la violence, de l'exploitation et des processus politiques non concurrentiels qui avaient été établis précédemment sous les Français et le régime de Dacko. Six ans seulement après l'indépendance de la RCA, Jean-Bédél Bokassa s'est emparé du pouvoir, s'autoproclamant empereur de l'Empire centrafricain, poursuivant les pratiques répressives de son prédécesseur et s'enrichissant aux dépens de l'État. Il demeura au pouvoir jusqu'à ce que les Français réinstallent Dacko en 1979, mais le mandat de Dacko fut bref puisqu'il fut renversé en 1981 par le coup d'État du général André Kolingba, qui mit en place un gouvernement militaire. Le gouvernement de Kolingba était largement reconnu comme étant discipliné et efficace, notamment en ce qui concerne la sécurisation des frontières et l'extension de l'autorité de l'État et des services sociaux⁹. Cependant, malgré les succès de Kolingba en matière de gouvernance, il a continué à opprimer l'opposition politique et à tirer profit des divisions ethniques et des réseaux de clientélisme.

En 1982, lorsqu'Ange-Félix Patassé et François Bozizé ont tenté de prendre le pouvoir face au général André Kolingba, ce dernier a pris des mesures pour assurer son pouvoir en diminuant le nombre des personnes des groupes ethniques du nord-ouest, dans les forces de sécurité du pays. Ces groupes ont été dénommés « les nordistes », et comprenaient la groupe ethnique de Bozizé, les Gbaya. Ensuite, Kolingba a installé son groupe ethnique, les Yakoma, dans un nombre disproportionné de postes au sein du gouvernement et des forces de sécurité¹⁰. Il a également fortement réduit les salaires du gouvernement, affaiblissant ainsi la fonction publique. En conséquence, lorsque Kolingba a fini par céder à la pression internationale et populaire pour organiser des élections en 1993, le charismatique Ange-Félix Patassé l'a devancé durant la campagne et a remporté l'élection avec 53% des voix. Autrefois, Patassé a non seulement hérité de nombreux problèmes mais aussi de la pression pour tenir ses promesses.

Il est devenu évident après quelques années au pouvoir que Patassé n'était pas un dirigeant efficace et qu'il n'était pas en mesure de résoudre les problèmes du pays. Le mécontentement à l'égard de Patassé a finalement aidé le général François Bozizé à le renverser. En octobre 2001, Patassé l'a démis de ses fonctions après qu'il ait refusé de coopérer aux enquêtes sur son rôle dans le coup d'Etat manqué de mai 2001 attribué à Kolingba. Bozizé a cependant conservé des partisans et a pu se regrouper avec eux au Tchad. Ils ont fini par prendre le contrôle de Bangui

en 2003 et ont installé Bozizé à la tête de l'État en mars 2003. Il a pu consolider le pouvoir avec le soutien du Tchad, en travaillant avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et en remportant les élections de 2005 et 2011. Son style de gouvernance s'est toutefois concentré sur le tribalisme, la suspicion et les efforts pour se maintenir¹¹ au pouvoir le plus longtemps possible. Son mandat a également été marqué par une intervention internationale continue pour calmer les tensions entre le gouvernement et les groupes rebelles. Ces interventions ont été largement infructueuses, et les parties impliquées ont souvent utilisé les accords de paix de manière opportuniste pour obtenir des concessions alors que les parties enfreignaient les conditions. Tout cela a atteint son paroxysme en mars 2013, lorsqu'une coalition de groupes armés à prédominance musulmane, la Séléka, a pris le pouvoir et contraint Bozizé à fuir.

La Séléka s'est formée principalement en réponse à un ensemble de griefs communs non résolus concernant la mise en œuvre de l'accord de paix global de Libreville de 2008, en particulier le programme DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) et la disparité de développement entre Bangui et le Nord-Est. Mais elle a également été rejointe par des combattants opportunistes du Tchad et du Darfour. Ils ont installé leur chef, Michel Djotodia, au pouvoir et ont entamé le processus de mise en place d'un gouvernement de transition en accord avec la CEEAC. Bien que Djotodia ait officiellement dissous la Séléka quelques mois après son arrivée au pouvoir, il n'a pas été en mesure de la contrôler ; elle a continué à commettre des atrocités contre les civils. En réaction, des groupes d'autodéfense communautaires ont commencé à s'associer entre eux et avec d'anciens gardes présidentiels pour s'opposer à la Séléka. Ensemble, ils se sont fait connaître sous le nom d'Anti-Balaka¹².

Avec l'escalade de la violence, le conflit a connu un tournant le 5 décembre 2013, lorsque les Anti-Balaka ont lancé une attaque pour chasser la Séléka de Bangui. Cependant, ils ont également ciblé des citoyens musulmans non affiliés pour les chasser également. Les violences qui en ont résulté ont tué 100 de personnes. En réponse, la France a immédiatement lancé l'opération Sangaris, en doublant les 600 soldats français déjà dans la capitale pour soutenir la mission de maintien de la paix de l'Union africaine (UA). Ensemble, ces forces devaient renforcer la sécurité et rétablir la stabilité à Bangui en désarmant la Séléka. La CEEAC a également fait pression sur Michel Djotodia pour qu'il quitte son poste de président de la transition, invoquant son incapacité à contrôler la Séléka. Malheureusement, en désarmant la Séléka et en écartant Michel Djotodia, l'intervention internationale a modifié l'équilibre des forces au niveau national en faveur des Anti-Balaka.

Les Anti-Balaka ont saisi cette opportunité et, en février 2014, ont commencé à assassiner systématiquement la population musulmane minoritaire de l'ouest de la RCA. Qualifiant les musulmans d'« étrangers », les Anti-Balaka ont cherché à les expulser du pays. Des dizaines de milliers de musulmans ont fui, laissant leurs maisons et leurs moyens de subsistance détruits derrière eux. D'autres ont cherché refuge dans des « enclaves », comme le quartier Pk5 à Bangui. Craignant une escalade vers le génocide, les acteurs internationaux ont une fois de plus été prompts à intervenir. Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé une force de maintien de la paix en avril 2014 — la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA). Une commission d'enquête internationale des Nations unies a déterminé en décembre 2014 que la campagne anti-balaka s'apparentait à un nettoyage ethnique et a estimé que jusqu'à 80 % de la population musulmane avait été déplacée de force¹³.

Discours d'incitation à la haine et violence électorale

dans les années qui ont suivi, les tentatives de rétablir la paix et la stabilité ont connu un succès mitigé. Fin 2015, la RCA a finalement été en mesure d'effectuer une transition vers une démocratie constitutionnelle, et les citoyens ont élu l'ancien premier ministre de Bozizé, Faustin-Archange Touadéra, à la fonction présidentielle en février 2016. En février 2019, Touadéra a signé un accord de paix avec 14 groupes armés reconnus. Pourtant, la violence continue d'être dirigée contre les civils sur la base de l'identité religieuse ou ethnique. Les citoyens musulmans en particulier continuent d'être confrontés à une marginalisation politique et sociale, en plus des violences visant leurs communautés et leurs lieux de culte. Lors d'un incident particulièrement grave le 13 mai 2017, les Anti-Balaka ont lancé une attaque contre les musulmans à Bangassou, obligeant 2.000 personnes à se réfugier dans une cathédrale locale. L'attaque a eu lieu deux semaines avant le début du Ramadan, et a relancé les avertissements internationaux sur les conditions préalables au génocide¹⁴. En conséquence, la division des droits de l'homme de la MINUSCA continue de suivre les discours de haine et, en janvier 2018, a ajouté les discours de haine et l'incitation à la violence comme critères de sanctions.

Ces préoccupations concernant la persistance des discours d'incitation à la haine et la désinformation se sont intensifiées à l'approche des élections générales de 2020-2021 et se sont avérées fondées. Lorsque la Cour constitutionnelle a rejeté la candidature de l'ancien président Bozizé - qui compte toujours un nombre important de partisans en République centrafricaine bien qu'il ait été contraint à l'exil pendant six ans - le conflit s'est rapidement intensifié. Six groupes armés ont formé la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) pour demander le report des élections et l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations de paix. La CPC a commencé à attaquer des civils, à s'emparer de lieux stratégiques et à menacer de marcher sur la capitale, Bangui. Ils ont intimidé les électeurs et brûlé le matériel électoral, de sorte que le vote n'a pu avoir lieu que dans 2 560 des 5 448 bureaux de vote. Des milliers de personnes déplacées n'ont pas pu participer.

Si l'élection a pu se dérouler avec le soutien de la communauté internationale, le positionnement du CPC leur a fourni l'occasion de tenter un coup d'État le 13 janvier 2021, et leur a finalement permis de couper l'accès routier à la capitale pendant environ deux mois. Pendant ce temps, l'opposition politique a immédiatement contesté la victoire de Touadéra en raison des irrégularités et de la très faible participation des électeurs au scrutin, et le gouvernement centrafricain a accusé Bozizé de tenter un coup d'État. Des rumeurs continuent de circuler selon lesquelles la Russie soutient Touadéra et les Français soutiennent l'opposition politique. Dans ce contexte, la désinformation et les discours provocateurs sont d'autant plus importants que les questions relatives à l'élection, à son résultat et aux prochaines étapes du processus de paix pèsent dans la balance. Les efforts pour combattre ces problèmes--notamment parmi les journalistes et les blogueurs--se concentrent principalement sur la lutte contre la désinformation et les *fakes news*, ce qui est difficile compte tenu du manque de médias totalement indépendants. Le Haut Conseil de la communication (HCC) a été rétabli en 2014 et a le pouvoir de fournir une réglementation dans ce domaine et a élaboré un « Plan national de prévention de l'incitation à la haine et à la violence » en collaboration avec des partenaires, mais il manque de ressources. Les experts internationaux plaident pour que les discours d'incitation à la haine soient interdits en RCA et pour que le HCC reçoive un soutien supplémentaire pour surveiller les élections¹⁵.

Propos insultants et incendiaires

La liste ci-dessous contient les phrases et termes haineux que les participants à l'enquête ont identifiés comme étant les plus fréquemment utilisés de manière insultante et incendiaire dans le contexte contemporain centrafricain.

Pour le langage utilisé dans l'enquête, l'équipe de projet a utilisé « offensant et provocateur » comme référence pour les termes et expressions que l'équipe de projet a cherché à identifier dans l'enquête (par opposition à la désignation du concept de « discours de haine »). Le terme « offensant et provocateur » demeure un seuil plus facile à comprendre qui reflète la signification fondamentale du discours haineux, à savoir qu'il véhicule une offense, ainsi qu'une possible incitation à l'action ou à la discrimination.

Ces termes ont ensuite fait l'objet de discussions et de contextualisation au cours de trois ateliers de validation et d'une série d'entretiens téléphoniques, pour enfin être soumis à un groupe d'experts¹⁶.

Il est à noter que la signification et le contexte d'utilisation (hors ligne et en ligne sur les réseaux sociaux) de la plupart des termes cités est susceptible de changer avec la situation politique et sociale actuelle très dynamique en République centrafricaine. La liste ci-dessous n'est qu'un début de travail pour inventorier le vocabulaire qui est utilisé pour véhiculer les récits qui alimentent les divisions et conflits entre communautés et groupes opposés.

La liste est présentée par ordre alphabétique.

Légende

Mot ou phrase

Il s'agit de mots ou d'expressions identifiés par les répondants à l'enquête et les participants à l'atelier de validation comme étant offensants, provocateurs et répandus dans le discours hors ligne et en ligne

Autres variantes / Termes et phrases associés :

Cette sous-section peut inclure d'autres orthographes ou variations courantes du mot ou de la phrase principale rencontrées au cours de l'enquête et du processus de validation. Elle peut également inclure des termes et des références qui sont associés au mot ou à l'expression principale ou qui s'y rapportent, tels qu'identifiés par les répondants à l'enquête et les participants aux ateliers. Cette section a pour but de fournir des informations supplémentaires ou un contexte permettant au lecteur de mieux comprendre l'usage du terme principal. Le fait de disposer d'un « groupe » de termes comme référence peut également être utile pour le suivi sur les médias sociaux. En outre, il peut y avoir des applications régionales ou différentes du mot ou de la phrase principale.

Définition

Cette sous-section peut aborder ce que le terme désigne, qui l'utilise, qui en est la cible et dans quel contexte il est utilisé. Des citations directes et des exemples fournis par les participants à l'atelier peuvent être inclus pour donner au lexique un contexte plus riche et pour montrer comment un terme ou une expression est utilisé par ou dans une communauté.

1. A Mbo ti Touadéra (les chiens du président Touadéra)

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Cache-nez, Berger allemand, Coronavirus, chiens de garde du palais*

Définition : « A mbo ti Touadéra » veut dire « les chiens du président Touadéra » en Sango.

Les répondants à l'enquête ont identifié plusieurs utilisations de cette expression qui véhiculent toujours une connotation négative.

Dans un premier temps, selon les participants aux ateliers de validation, ce terme est utilisé pour désigner les personnes qui suivent les consignes barrières et anti-Covid émises par les autorités centrafricaines, comme le port du masque dans les lieux publics. Dans ce contexte, ce terme est aussi une référence négative au gouvernement Touadéra. Avec l'assouplissement des restrictions autour du Covid-19, l'utilisation de ce terme semble disparaître.

Dans un second temps, cette expression est également utilisée à l'égard des leaders politiques et des partisans du président Touadéra, mais de manière plus générale. Dans ce contexte, elle connote que ces derniers le suivent de manière inconditionnelle, obéissent aveuglément, sans utiliser leur propre raison - « comme un chien suit son maître ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Dans un premier temps, cette expression est insultante et déshumanisante car elle traite les personnes de chiens, comme : « Regardez-les les chiens de Touadéra ». Ainsi, un répondant à l'enquête explique que « c'est déshumanisant car (on) traite les personnes d'animaux qui suivent les ordres aveuglément comme des chiens dressés. »

L'intention de ce terme est bien « d'exprimer le mépris et est censée dénigrer les personnes qui suivent les consignes du gouvernement comme des chiens qui suivent leur maître sans réfléchir » comme l'explique un autre participant à l'enquête. L'altérisation d'un groupe à travers la déshumanisation contribue à alimenter les tensions et les peurs dans un contexte déjà très tendu.

Exemples en ligne :



Alternatives non offensantes : Compatriotes, frère, ita

Pourquoi est-ce haineux ou incendiaire ?

Cette sous-section explique pourquoi ce terme peut être considéré comme un discours de haine (c'est-à-dire, pourquoi il est plus qu'une simple insulte) et quel impact - intentionnel ou indirect - il a sur un individu ou un groupe ciblé ou dans le contexte de la dynamique sociale et politique du pays. L'effet ou les impacts sont à nouveau basés sur les réponses des participants à l'enquête et aux ateliers, ainsi que sur celles des experts.

Exemples en ligne

Des exemples de publications sont fournis pour montrer comment les principaux mots et les termes associés sont utilisés sur les médias sociaux, leur contexte et les variations d'usage.

Alternative non offensante

Ces mots ou phrases ont également été fournis par les participants à l'enquête et aux ateliers et constituent des alternatives constructives et non offensantes qui pourraient être utilisées à la place du mot ou de la phrase offensante ou provocatrice.

1. A Mbo ti Touadéra (les chiens du président Touadéra)

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Cache-nez, Berger allemand, Coronavirus, chiens de garde du palais*

Définition : « A mbo ti Touadéra » veut dire « les chiens du président Touadéra » en Sango.

Les répondants à l'enquête ont identifié plusieurs utilisations de cette expression qui véhiculent toujours une connotation négative.

Dans un premier temps, selon les participants aux ateliers de validation, ce terme est utilisé pour désigner les personnes qui suivent les consignes barrières et anti-Covid émises par les autorités centrafricaines, comme le port du masque dans les lieux publics. Dans ce contexte, ce terme est aussi une référence négative au gouvernement Touadéra. Avec l'assouplissement des restrictions autour du Covid-19, l'utilisation de ce terme semble disparaître.

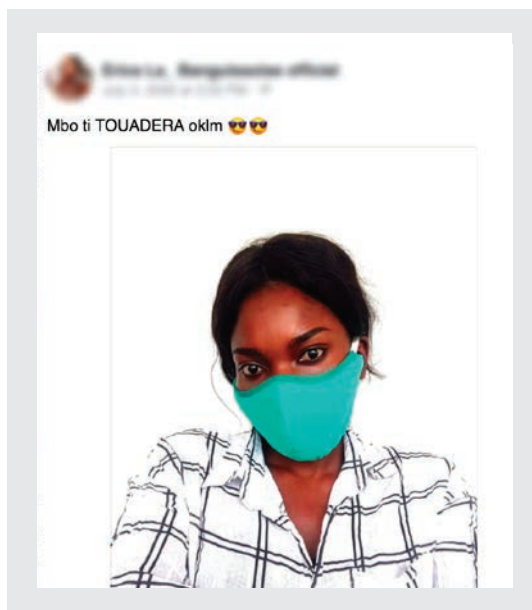
Dans un second temps, cette expression est également utilisée à l'égard des leaders politiques et des partisans du président Touadéra, mais de manière plus générale. Dans ce contexte, elle connote que ces derniers le suivent de manière inconditionnelle, obéissent aveuglément, sans utiliser leur propre raison - « comme un chien suit son maître ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Dans un premier temps, cette expression est insultante et déshumanisante car elle traite les personnes de chiens, comme : « Regardez-les les chiens de Touadéra ». Ainsi, un répondant à l'enquête explique que « c'est déshumanisant car (on) traite les personnes d'animaux qui suivent les ordres aveuglément comme des chiens dressés. »

L'intention de ce terme est bien « d'exprimer le mépris et est censée dénigrer les personnes qui suivent les consignes du gouvernement comme des chiens qui suivent leur maître sans réfléchir » comme l'explique un autre participant à l'enquête. L'altérisation d'un groupe à travers la déshumanisation contribue à alimenter les tensions et les peurs dans un contexte déjà très tendu.

Exemples en ligne :





Alternatives non offensantes : Compatriotes, frère, ita

2. Arabou

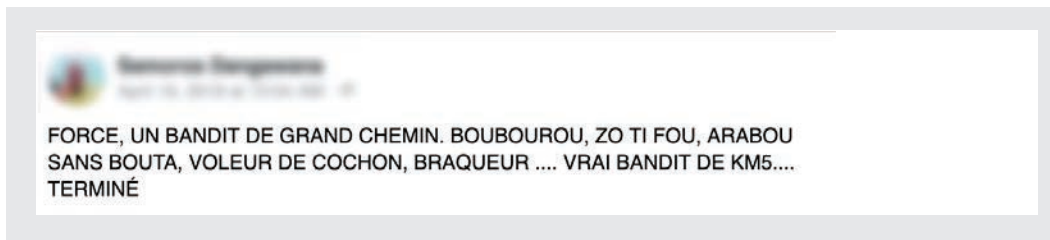
Autres variantes / Termes et phrases associés : *Arabo, make Arabo, Arabou sans bouta, toubè, Bengue, Arabou sans bouta, Ga gango*

Définition : « Arabou » semble être une forme du mot « Arabe » utilisé en Sango. Selon les participants aux ateliers de validation, ce terme est utilisé de manière interchangeable pour désigner une personne qui pratique l’Islam (« ceux qui portent les grands boubous et pratiquent l’islam ») - indépendamment du fait qu’il soit centrafricain ou non. Cette utilisation de « arabou » prend probablement son origine dans l’histoire du pays et l’existence des Sultanats musulmans établis au XVIII^e siècle.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? La majorité des répondants aux enquêtes considèrent que c’est un terme négatif, utilisé pour stigmatiser et ostraciser les personnes musulmanes comme étant étrangères à la société centrafricaine. Le terme insinue ainsi que les musulmans sont fondamentalement différents des autres centrafricains. Ces sentiments s’expriment alors par des phrases telles que « toi arabou reste en dehors de notre société » ou alors « boubà arabou » (arabe stupide).

Dans le contexte actuel, ce propos qui désigne un groupe de personnes comme étranger et « en dehors » de la société centrafricaine contribue à un processus d’altérisation des populations musulmanes. Ceci entretient et approfondit les divisions existantes entre communautés - constituant un terreau fertile aux conflits et confrontations armées.

Exemples en ligne :



French translation:

Boubourou traduit par « celui qui ne sait rien » qui veut dire « un vaut rien » et zo ti fou traduit par « personne qui a de la folie » qui veut dire « un malade mentale ».

Alternatives non offensantes : Étranger

3. Balaka / Anti Balaka

Autres variantes / Termes et phrases associés : *A Balaka ; auto-défense, milice chrétienne*

Définition : « Anti-Balaka » est le nom des milices d’auto-défense (une alliance entre plusieurs groupes à majorité chrétienne) qui existent depuis les années 1990, et qui ont pris les armes contre les Séléka en 2013 lors de la dernière guerre civile en République centrafricaine. Certains disent que « Balaka » veut dire « machette » en Sango, d’autres sources affirment que le nom vient de la croyance de ses membres en la force protectrice de gris-gris dits « anti-balles AK » (AK 47). Accusé d’avoir commis nombre d’atrocités envers la société civile, ce terme est lourd de sens et de connotation. « Il y a beaucoup de victimes des anti-balaka » explique un participant

aux ateliers de validation. « Il y a beaucoup de personnes qui ont des membres de leur famille qui ont été tués par les anti-balaka ».

Selon les enquêtes, le terme « Balaka » (la forme abrégée d'anti-balaka) est aujourd'hui utilisé pour stigmatiser « toute personne qui se comporte de manière antisociale », ce qui pour certains équivaut à le traiter de « criminel ».

Ce terme est aussi parfois associé aux membres de la communauté chrétienne en général. Ainsi, comme l'explique un participant aux ateliers de validation : « Les musulmans traitent les chrétiens de «balaka», surtout dans les zones où le conflit est actif et où la Séléka règne. »

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Ce terme peut être utilisé de manière insultante et incendiaire car, comme l'explique un participant aux ateliers de validation, désigner une personne comme membre ou comme sympathisant d'un groupe de milice opposé dans le contexte d'un conflit armé actif, revient à la mettre en danger. « C'est très risqué d'être désigné comme «Balaka», [c'est à dire] comme sympathisant de Balaka » car, « les uns ne tolèrent pas les autres ».

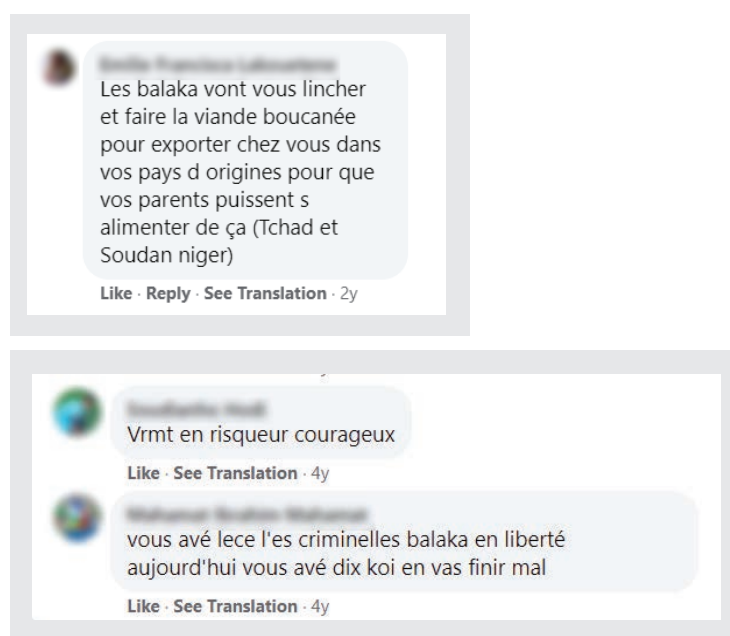
L'utilisation de ce terme de manière généralisée à l'encontre de toute personne de la communauté chrétienne, « c'est enflammer les divisions, entretenir la peur et la violence », comme l'affirme un participant à l'enquête.

Cet usage doit être également placé dans le contexte de violences commises envers les communautés musulmanes dans l'histoire récente de la République centrafricaine. Ainsi le décrit un participant : « les musulmans ont peur des groupes de milices. »

Un répondant à l'enquête raconte : « dans les localités dans lesquelles les Balakas règnent (comme par exemple Ndjoukou), il est rare de voir un musulman. Souvent ils ne sont pas tolérés et ils ne leur font pas confiance et ne quittent pas leurs localités ».

L'utilisation du terme « Balaka » est donc un terme qui contribue à entretenir et approfondir les sentiments de peur et rejet entre les communautés.

Exemples en ligne :





Alternatives non offensantes : Groupe d'autodéfense et de résistance

4. Bandai

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Bandaye, bandaii, cridi*

Définition : Selon les enquêtes, le terme « bandai » désigne les chrétiens. Certains ont suggéré que le terme vient de l'Arabe (Tchad). Il est possible que ce soit une version du nom de l'ethnie des Banda. Les participants aux ateliers de validation ont estimé que ce terme est à l'origine utilisé par les groupes d'autodéfense autour du marché dit « Km5 » de Bangui, qui se sont constitués après les événements de 2013 (notamment l'attaque Anti-Balaka le 5 décembre 2013¹⁷) - pour désigner par « bandai » les chrétiens venus faire leur marché dans ce quartier à majorité musulmane.

Depuis, selon les participants aux ateliers de validation, l'usage de ce terme s'est généralisé et répandu. Pour certains répondants cela connote simplement « non-musulman », ou alors de manière plus négative « traître » quand utilisé par des membres de la communauté musulmane contre un autre membre de la communauté.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Bandai est un terme incendiaire car il catégorise une personne en fonction de son appartenance à un groupe religieux, par un mot à connotation négative de par son origine et le contexte dans lequel il est utilisé. Ce terme vise à la distinguer, et ainsi à l'«altérer» en signalant la non-appartenance d'une personne à un groupe donné. L'utilisation de ce terme contribue à entretenir et creuser les divisions entre communautés religieuses.

Alternatives non offensantes : nd

5. Bengue

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Arabo, Kota Bongo, bengé, bèngé, Ala a bengue so*

Définition : Certaines sources proposent que « bengue » veut dire « brun et maigre » (« be » et « ngue ») en Sango. Selon les enquêtes, on entend par ce terme « quelqu'un qui est mince et a la peau claire ». Les participants aux ateliers expliquent que c'est un terme à connotation négative pour désigner les musulmans. Certains ont indiqué que « bengue » était considéré comme un terme plutôt banal dans les années 1990, mais qu'il a depuis acquis une connotation négative, sous influence des conflits successifs et de leurs retombées catastrophiques pour la population civile.

Dans le contexte actuel, son utilisation vise à stigmatiser les membres de la communauté musulmane, les désignant comme étranger à la société centrafricaine. Certains l'utilisent de manière interchangeable avec le terme « arabo/arabou » (dont la traduction littérale est « Arabe »).

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Le terme Bengue est insultant et incendiaire car désigner un groupe de personnes par des attributs physiques est déshumanisant. A l'apogée de la crise 2013/2014, l'utilisation de cette appellation servait de justification à la violence à l'égard des membres de la communauté musulmane.

Aujourd'hui, selon le sondage, dans les endroits où ce terme est utilisé ainsi - et pour ceux qui l'utilisent - il signifie que « les musulmans sont différents, étrangers, à part, ça les traite de bandits. Ils sont mal vus. » D'autres répondants aux sondages expliquent que cela veut dire « sous-musulman » ou « Arabe sans valeur intellectuelle ».

L'usage de Bengue contribue ainsi à l'altérisation des communautés musulmanes en les présentant comme fondamentalement différentes des autres centrafricains. Les connotations très négatives et dénigrantes qui sont liées à ce terme ont à la fois créé et contribué à entretenir la méfiance et les divisions profondes entre les communautés, dans un contexte politique volatil et d'affrontements ou attaques armées. Comme l'explique par exemple un participant aux ateliers de validation : « Après la création de la Séléka (une coalition de milices dite à majorité musulmane), ce terme est de plus en plus mal vu ».

Exemples en ligne :



Alternatives non offensantes : Compatriote musulman

6. Chamaroka

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Chifa chamaroka, PD, pédé*

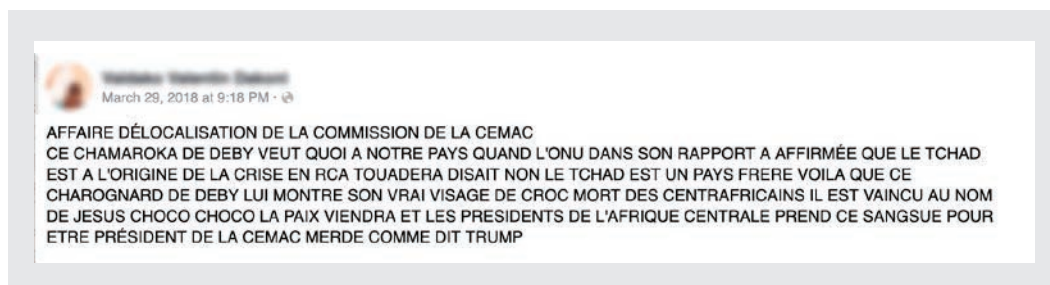
Définition : « Chamaroka » se traduit par « abomination » en Sango et il s'agit probablement d'une adaptation de l'Arabe. Ce terme est utilisé pour désigner les homosexuels, ou, plus précisément pour insulter et accuser une personne d'être homosexuel - une orientation sexuelle qui suscite mépris et préjudice. Alors que l'homosexualité n'est pas illégale en Centrafrique¹⁸¹⁹, il s'agit encore d'un grand tabou. Comme l'explique un participant à l'enquête, « cela ternit l'image de la personne ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Ce terme est insultant et déshumanisant car il désigne une personne comme une « abomination » qui est par définition une monstruosité, quelque chose « qui provoque un sentiment d'horreur, d'aversion ».

Certains participants ont comparé cette accusation à une « perte d'identité » - ou « un homme devient une femme automatiquement » - il perd son « statut d'homme ».

Selon les participants aux ateliers de validation, les personnes homosexuelles, ou désignées comme telles, peuvent être victimes de violences, et ostracisées par leur communauté. Ils confirment que ce terme « encourage fortement les actes de violence contre un individu ». En effet le processus d'altérisation a pour but de rabaisser et isoler un groupe de personnes identifiées par une caractéristique commune et rend ainsi possible la discrimination et la violence.

Exemples en ligne :



*Choco choco est un diminutif du « Chocola » qui veut dire « volatile ».

Alternatives non offensantes : nd

7. Djihadiste

Autre variantes / Termes et phrases associés : *Terroriste extrémiste, moudjahidine, janjawid*

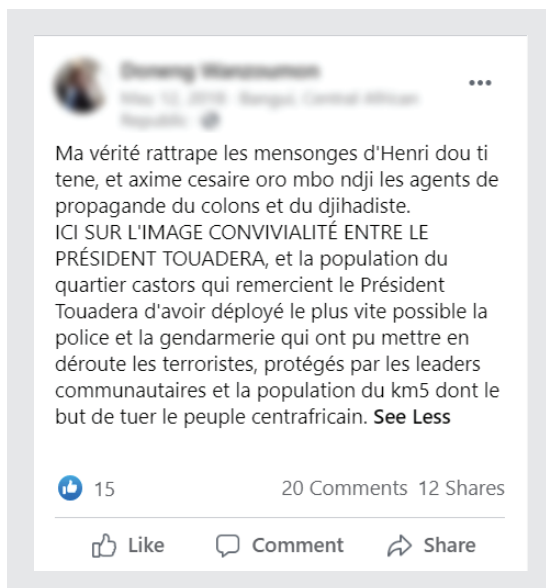
Définition : Selon les enquêtes, le terme djihadiste est utilisé pour insulter les membres de la communauté musulmane. Les participants aux ateliers de validation expliquent qu'il insinue que la personne visée est « impliquée dans les tensions intra-communautaires, voire même dans des actes violents ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Comme l'explique un répondant à l'enquête, traiter quelqu'un de terroriste « c'est un terme très choquant, c'est pousser à la violence ».

Si son utilisation semble plutôt rare, son usage est incendiaire car il fait l'amalgame entre la communauté musulmane et le mouvement terroriste - pouvant être utilisé comme prétexte de vengeance ou de violences.

En particulier dans le contexte de l'histoire récente de la Centrafrique et les violences commises contre les communautés musulmanes, une telle utilisation de ce terme contribue à entretenir la peur et les tensions intra-communautaires.

Exemples en ligne :



Alternatives non offensantes : nd

8. Congo

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Les Congos, les fétiches, chetane, Mônô*

Définition : Selon les enquêtes, le terme Congo fait référence au pays voisin de la République démocratique du Congo et il est utilisé par les membres de la communauté musulmane pour qualifier ceux de la communauté chrétienne. Les participants aux discussions de validation n'ont pas trouvé de consensus quant à l'origine de ce terme avec ladite signification, seulement « celui/celle qui vient de l'autre côté de la rive » et qu'il est utilisé pour caractériser l'appartenance à la communauté chrétienne.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Ce terme désigne l'appartenance à une communauté religieuse par le nom d'un pays tiers - ce qui contribue à l'altérisation du groupe visé. Ainsi, comme l'expliquent les participants à l'enquête, cela veut dire que « (tu) ne fais pas partie de notre communauté, (tu) n'es pas comme moi, tu ne suis pas les mêmes coutumes ».

Dans un contexte de tensions intra-communautaires, présenter un autre groupe comme différent et incompatible avec son propre groupe exacerbe les méfiances et divisions.

Selon l'enquête téléphonique, cette dynamique s'est accentuée depuis le début de la période électorale de décembre 2020, et les événements qui se sont déroulés depuis.

Alternatives non offensantes : nd

9. Cridi

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Les cridis, mangeurs de cochons, mauvais croyants*

Définition : Le terme « cridi » veut dire « non-croyant » en Sango. Certains répondants aux questionnaires pensaient que cela voulait également dire « non-musulman », ou alors que ce terme désigne une personne « qui ne respecte pas les règles de l'Islam ».

Selon les résultats des sondages et les ateliers de validation, « cridi » semble être utilisé pour désigner les non-musulmans ou alors les personnes musulmanes accusées de ne pas obéir correctement aux préceptes de l'Islam.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Selon les deux usages, ce terme place la personne désignée en dehors d'une communauté donnée. Dans le contexte actuel où les divisions entre communautés religieuses sont importantes, l'usage de ce terme contribue à l'accentuation de ces divisions.

Les répondants étaient d'accord sur le fait que dans les deux cas, « ce terme crée un sentiment de méfiance [entre les communautés], de ségrégation et d'exclusion sociale. »

Alternatives non offensantes : nd

10. Ga Gango

Autres variantes / Termes et phrases associés : *a ga gango, gagango la, gagagnon, ga gagno, gagango, danga kando, wandé*

Définition : « Ga Gango » se traduit par « venu d'ailleurs » ou « étranger » en Sango. Dans son usage neutre, ce terme désigne les personnes qui ne sont pas d'origine centrafricaine. Mais selon les répondants au questionnaire, il semble avoir acquis une forte connotation négative, en particulier dans l'histoire récente du pays. Avec la montée du tribalisme ethnique dans les années 1980, accentué depuis par les crises des années 1990 et les conflits armés internes successifs - « ga gango » est aujourd'hui utilisé de manière dénigrante pour désigner les personnes « qui ne sont pas de la même localité » ou d'une autre région de la Centrafrique. Ainsi, une majorité des répondants aux enquêtes ont confirmé que ce terme est surtout « utilisé par les natifs d'une localité contre les nouveaux venus dans ces communautés », c'est-à-dire ceux qui n'y sont pas nés, pour leur dire que « tu n'es pas le fils du pays ».

Ce terme qualifie « d'autre » la personne désignée, et celui-ci est ainsi associé à l'idée d'être un « arriviste ou [un] profiteur ». Certains participants aux ateliers de validation ont signalé que cette appellation peut être particulièrement problématique quand cela connote l'appartenance à une autre ethnie.

Enfin, d'autres ont précisé que « ga gango » était utilisé envers les « chrétiens convertis à l'islam » ou les « musulman Tchadiens et/ou Peuhl ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Appeler quelqu'un « ga gango » c'est ainsi le qualifier « d'autre » et « d'étranger », c'est l'isoler, l'exclure, signaler sa non-acceptation au sein de la population locale et *in fine* son incompatibilité avec le groupe donné. Le processus d'altérisation déshumanise les personnes caractérisées et rend ainsi possible la discrimination. Ainsi comme l'expliquent les participants aux ateliers, l'utilisation du mot « crée un sentiment de méfiance chez les locaux/natifs, et un sentiment de rejet et de discrimination sociale » chez les personnes désignées par ce terme. Ces sentiments s'expriment par des phrases telles que « garde le silence ! Toi étranger profiteur » et « les étrangers profiteurs n'ont pas droit à la prise de parole ». Cette expression est particulièrement problématique et lourde de sens dans les cas de figure où ces « étrangers » sont des personnes appartenant à un autre groupe ethnique. En effet, dans un contexte national marqué par le conflit et les tensions entre groupes ethniques et religieux, l'utilisation de ce mot contribue à entretenir les méfiances envers les autres, et la division entre les communautés.

C'est un des termes les plus souvent cités dans les enquêtes.

Alternatives non offensantes : Étrangers invités, nouveaux venus, compatriotes

11. Gbaya

Autres variantes / Termes et phrases associés : Baya,

Définition : Gbaya est le nom d'un des groupes ethniques en Centrafrique, et en soi il s'agit d'un terme neutre. Cependant certains participants des ateliers de validation expliquent que le terme est utilisé par les populations musulmanes pour désigner les groupes ethniques non-musulmans, en particulier les centrafricains du nord. Selon les anecdotes rapportées par les enquêtes,

il prend son origine dans une confusion historique opérée par les premiers explorateurs musulmans qui pensaient que toute la population du territoire était Gbaya.

Dans le contexte moderne, le nom semble avoir acquis une utilisation à connotation négative. Comme l'explique un des participants aux ateliers de validation, [les Gbayas] « on les traite de broussards, peu civilisés ». Cette réputation semble être apparue lors de l'accès au pouvoir de l'ancien président Bozizé en 2003 « qui a fait venir des Gbaya pour les incorporer dans son armée » et la fonction publique car il est lui-même Gbaya.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Ce terme est utilisé pour différencier, altérer les personnes appartenant à cette ethnie en tant que groupe caractérisé comme étant différent et donc en dehors du reste de la société. La connotation négative de « peu civilisé » rabaisse et déshumanise. Un participant à l'enquête explique : « Ce terme est un propos racial ».

Selon les discussions de validation, une certaine mauvaise réputation existait déjà depuis longtemps, mais s'est accentuée depuis les événements récents entourant les élections de 2020 et les actions manquées du Janvier 2021 entrepris par l'ex-président Bozizé et ses partisans, et le chaos et les violences qui en ont découlés.

Certains répondants ont affirmé qu'aujourd'hui, traiter quelqu'un de « Gbaya » veut dire « Tu es un traître : Bozizé est revenu de l'exil et veut reprendre le pouvoir. »

Exemples en ligne :





Alternatives non offensantes : nd

12. Langba

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Esclave, mbè*

Définition : « Langba » est le nom d'un groupe ethnique en Centrafrique appartenant au peuple des Banda. Les Banda, constituant aujourd'hui près de 30 % de la population centrafricaine, ont été parmi les groupes les plus visés par les raids menés par les marchands d'esclaves. Il s'agit donc d'un terme à la base neutre. Il était également utilisé par les personnes issues de l'ethnie Yakoma pour désigner les personnes non-Yakoma. Ensuite, cette utilisation semble avoir évolué et acquis une connotation négative. Selon les répondants aux enquêtes, ce terme est aujourd'hui utilisé pour « insulter et dénigrer les personnes issues des autres ethnies comme éternels domestiques ». Cet usage exprime que la personne est « non civilisée et de basse classe ». Un participant aux ateliers explique : « La communauté Yakoma (du sud) caractérise les gens du nord de Langba pour marquer leur supériorité. » Selon les enquêtes, cette [disparité] prend son origine dans le fait que « les Yakomas étaient privilégiés par les colons et travaillaient dans leur administration [coloniale]. »

L'usage insultant et incendiaire de ce terme recueilli par les enquêtes s'exprime par exemple dans des phrases telles que : « Tu n'es pas Yakoma, tu es d'une sous-ethnie, sans valeur » ou alors « regarde sa tête : Non-Yakoma, esclave », ou alors « cet esclave fait quoi au milieu des gens ; vous voulez toujours vous vanter ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? L'usage de ce terme est lourd de sens quand le nom est utilisé pour dénigrer et rabaisser un groupe de personnes en faisant référence à son histoire liée à l'esclavage.

La référence est déshumanisante et dénigrante, ce qui altère le groupe visé et attise le mépris et la méfiance entre les communautés.

Exemples en ligne : (à venir)

Alternatives non offensantes : nd

13. Mbororo

Autres variantes / Termes et phrases associés : *M'bororo, A bororo, Bororo aga djo, mouton, taba*

Définition : Mbororo est le nom d'un groupe nomade présent au Cameroun et en Centrafrique²⁰. En Centrafrique, son nom semble être devenu synonyme de « nomade » et est utilisé en tant que tel. Selon les enquêtes, cette utilisation est utilisée pour désigner des membres de la communauté Peuls. Les Peuls sont un grand groupe ethnique traditionnellement pastoral et à majorité musulmane (dont les Mbororos font partie²¹) présent à travers une vaste région qui s'étend entre le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.

Les répondants aux enquêtes expliquent que le terme peut être utilisé avec une connotation négative, comme « tu agis comme un Mbororo ». Dans ce cas, cela veut dire agir « bêtement, comme un analphabète » ou alors « comme un broussard, un non-civilisé ». Car « quelqu'un qui garde le bétail, n'a pas été à l'école ». Certains participants aux ateliers affirment que cela peut même signifier que « les éleveurs nomades sont considérés comme des animaux ». Ainsi « mbororo aga jo » - ce qui se traduit littéralement par le « Peul est devenu une personne » - ce qui, selon les participants, veut dire « est-il possible qu'un nomade réussisse dans la société ? ».

Les connotations négatives associées à mbororo et cet usage du terme doivent être examinés à la lumière de l'histoire récente en RCA qui a vu des violences éclater envers les populations Peuls. Selon les enquêtes, les Peuls sont accusés de trafic d'armes : « on dit que ce sont les Peuls qui font entrer les armes en Centrafrique » explique un participant, et sont donc accusés de contribuer à la violence des conflits et des affrontements entre milices. Ils sont également associés aux Séléka, qui comptent des membres Peuls parmi leurs rangs.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Ce terme est insultant quand il est utilisé envers les Peuls en tant que groupe, pour indiquer que les Peuls sont des étrangers et « ne sont pas considérés comme des centrafricains » car ils sont « des nomades, qui ne font pas partie de la communauté ».

Les préjugés et sentiments négatifs que véhicule et provoque cette utilisation du terme contribuent à entretenir les méfiances et à attiser les ressentiments entre les communautés. Comme l'affirme un participant aux ateliers de validation, ce terme vise également « à exprimer que tu n'appartiens pas à la société centrafricaine car tu n'es rien d'autre qu'un passant ».

Exemples en ligne :



Alternatives non offensantes : nd

14. Mouton

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Bagara, idiot, béni-oui-oui, taba*

Définition : Selon les participants aux discussions de validation, ce terme est apparu récemment, surtout lors des discussions politiques en ligne depuis le début de la période électorale en décembre 2020. Il est utilisé pour insulter et stigmatiser l'opposition politique par les membres du parti au pouvoir. Son usage est censé sous-entendre que les personnes dans l'opposition politique suivent leur leader bêtement, sans réflexion, comme des moutons qui suivent le troupeau. Ainsi l'explique un participant aux ateliers : « Quand tu es totalement bête, tu es naïf, tu ne comprends pas ce qui se passe dans le pays ».

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Ce terme est incendiaire car traiter quelqu'un d'animal vise à déshumaniser la personne visée. L'usage de ce terme dans le contexte d'une situation politique volatile vise à insulter et invalider les revendications d'une opinion opposée - ce qui contribue aux tensions et enflamme le débat déjà très tendu.

Exemples :



Alternatives non offensantes : nd

15. Séléka

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Musulmans, djihads, rebelles*

Définition : « Séléka » est le nom d'une coalition de groupes de milices à tendance religieuse musulmane qui a pris le pouvoir en 2013 en renversant le président Bozizé. Le terme veut dire « coalition » ou « alliance » en Sango. Les Séléka ont officiellement été dissous en 2013, mais restent majoritairement armés et actifs, avec des factions qui contrôlent des parties du territoire.

Selon le sondage, le terme est utilisé de manière incendiaire pour stigmatiser tous les musulmans en insinuant que la personne désignée est membre des Séléka. Cette utilisation prend son origine dans les années 2013-2014 lors des violentes attaques visant les populations musulmanes, et semble persister encore aujourd'hui.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Étant donné le contexte historique récent dans lequel ce terme a été utilisé pour justifier la violence contre la population musulmane en Centrafrique, il reste extrêmement incendiaire. De manière plus générale, une accusation d'appartenance à un groupe armé dans le contexte d'un conflit armé actif peut être dangereuse.

Appeler un musulman « Séléka », un mot lourd de sens et d'histoire, contribue à approfondir la méfiance et l'intolérance envers les communautés musulmanes en générale. Cette utilisation vise à diffamer le groupe par rapport au reste de la société centrafricaine. Sa forte connotation négative s'inscrit dans une situation toujours empreinte de violences, et entretient ainsi la peur « de l'autre » qui imprègne la société civile.

Exemples en ligne :





Alternatives non offensantes : nd

16. Traître

Autres variantes / Termes et phrases associés : *Ennemis de la paix, pro-français, monafikr*

Définition : Selon les ateliers de validation et les entretiens de suivi, ce terme est utilisé de manière diffamatoire contre les personnes « d'opinions politiques différentes », en particulier lors des discussions en ligne qui touchent l'actualité. Il semble que l'utilisation incendiaire de ce terme s'est accrue en particulier depuis le début de la période électorale en décembre 2020 et les événements qui ont suivi depuis.

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? L'utilisation du terme traître évoque de fortes réactions car il comporte une grave accusation. Il vise à stigmatiser et isoler la personne visée. Le contexte actuel d'une situation politique volatile et de tensions entre partisans en fait un terme incendiaire car il représente un potentiel dangereux pour l'accusé qui est ciblé.

Exemples en ligne :

 **Benjamin Moukoko** a été fait...
December 7, 2018 · Bangui, Central African Republic · 🌐

URGENT INFO, CENTRAFRIQUE : LE CONSEIL EXTRAORDINAIRE DE SÉCURITÉ DE LA RCA ADMET EN SON SEIN UNE FORTE ÉQUIPE DE GÉNÉRAUX RUSSES PRÊT À ALLER SUR LE FRONT AVEC LES FACA

Bangui, admission ce vendredi, d'une forte équipe des généraux russes au sein du Conseil de Sécurité de la République Centrafricaine. Il ne manque plus qu'un attaché de défense de la Chine.

Option russe: « on ne négocie pas avec les terroristes, mettez à nos dispositions tous les bataillons des FACA Ensemble avec nos troupes d'élites et on va sans délai neutraliser des ennemis de la paix.



Alternatives non offensantes : opposants

17. Zo ti ngonda, villageois

Autres variantes / Termes et phrases associées: *zo ti kette kodro, paysans, broussards*

Définition : Ce terme signifie villageois ou broussard. Selon les enquêtes, il désigne « ceux qui habitent hors de la capitale, Bangui ». Les connotations associées à ce terme sont expliquées ainsi :

« Il/Elle se comporte comme un/une illettré(e) et un/une inutile dans la communauté. »

Pourquoi ce terme est-il haineux ou incendiaire ? Selon les participants aux ateliers de validation, ce terme est utilisé pour « rabaïsser, humilier et mépriser les victimes ». Il contribue à altérer la population rurale, ce qui fait obstacle à la construction d'une cohésion sociale au niveau national.

Selon les enquêtes et les ateliers de validation, c'est un terme très commun, et il suscite de fortes émotions.

Exemples en ligne :



Alternatives non offensantes : Ressortissant de (nom du village), invités, ceux qui viennent de loin

Autres termes et phrases insultants et incendiaires

La liste ci-dessous contient les termes et expressions qui n'ont pas été inclus dans la liste principale, mais que les enquêtes ou participants aux ateliers de validation ont trouvé néanmoins avoir un intérêt dans le contexte d'un examen de la question du discours haineux en Centrafrique. Soit ces termes étaient moins souvent cités par les répondants aux enquêtes, soit ils ne sont apparus que très récemment sur les réseaux sociaux, ou alors les répondants et participants ont estimé qu'ils ne passaient pas les seuils pour constituer un terme particulièrement haineux et incendiaire.

La liste suit l'ordre alphabétique.

Bada	Écureuil
Baminga	<p>Le terme « Baminga » est le nom Sango de membre de la communauté pygmée.</p> <p>Bon nombre de répondants à l'enquête ont nommé ce terme comme étant utilisé de manière insultante, mais les participants aux ateliers de validation n'ont pas su trouver un consensus autour de la question de savoir s'il s'agit bien d'une utilisation haineuse. Quoiqu'il en soit, les connotations négatives associées à ce terme semblent traduire les nombreux préjugés existants envers la population pygmée comme étant « profane, inculte et vivant dans la brousse ».</p>
Comportement CPC	<p>La Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) est une nouvelle coalition d'anciens groupes armés formée autour de l'ancien président Bozizé, créée le 19 décembre 2020 en réponse au rejet de sa nouvelle candidature aux élections.</p> <p>Depuis leur tentative de coup d'Etat manqué du 13 janvier 2021, certains sont morts, d'autres ainsi que Bozizé sont en fuite. Selon les personnes interrogées après les ateliers de validation, l'expression « comportement CPC » est apparue surtout en ligne, et a acquis depuis une très mauvaise connotation. Elle désigne une personne qui se comporte comme un rebelle ou un terroriste.</p>
Les fétiches	Un terme utilisé pour désigner les chrétiens.

Annexe A : Méthodologie

Portée et conception

Pour enquêter sur les discours haineux et les conflits en République centrafricaine, l'équipe du projet²² a d'abord organisé une série de réunions virtuelles de cadrage avec des organisations internationales et des parties prenantes centrafricaines afin de recueillir leur avis sur la question des discours haineux au sens large. Suite à ces réunions, l'équipe a conçu une enquête pour permettre au public de faire part de son expérience et de ses idées.²³²⁴

L'enquête a d'abord été conçue sur une plateforme en ligne destinée à être largement diffusée auprès des Centrafricains. L'équipe a également développé une version papier de la même enquête, que les enquêteurs d'AJEMADEC et de Bria Londo ont utilisée pour collecter les réponses dans sept endroits différents.

Au total, plus de 480 personnes ont répondu à l'enquête ou ont répondu aux questions en étant interrogées en personne. En décembre 2020, l'AJEMADEC (Association, Jeunesse en Marche pour le Développement en Centrafrique) a validé les résultats de l'enquête à travers quatre ateliers de groupes de discussion à Bangui et Bouar. Ceux-ci ont été suivis d'une série d'entretiens téléphoniques approfondis avec d'autres experts clés en février 2021. Enfin, en mars 2021, l'équipe chargée du lexique a réuni un petit groupe de conseillers centrafricains qui ont procédé à une révision du projet de lexique.

Enquête

L'équipe du projet a décidé de rendre l'enquête disponible en sango, en français et en anglais en se concentrant sur la sensibilisation directe de sept communautés à travers le pays. Il s'agissait de deux quartiers de Bangui dénommés Pk5 et Combattant, respectivement les 3ème et 8ème arrondissements, ainsi que Bouar, Berberati, Kaga-Bandoro, Bria et Birao. En outre, l'équipe du projet a diffusé l'URL de l'enquête et les instructions par le biais des réseaux existants et des connexions des partenaires. Ceci a été fait afin de recueillir un maximum de réponses d'un échantillon aussi diversifié et représentatif que possible.

L'enquête a été rédigée en s'appuyant sur les conceptions précédentes des enquêtes de PeaceTech Lab en ce qui concerne le choix de la terminologie et la formulation des questions. Pour les versions française et sango de l'enquête, le partenaire local AJEMADEC a fourni des commentaires et des traductions. En adaptant et en localisant davantage la langue de l'enquête, l'équipe du projet a pu la rendre accessible à un public plus large.

Pour le langage utilisé dans l'enquête, l'équipe de projet a utilisé « offensant et provocateur » comme référence pour les termes et expressions que l'équipe de projet a cherché à identifier dans l'enquête (par opposition à la désignation du concept de « discours de haine »). Le terme « offensant et incendiaire » demeure un seuil plus facile à comprendre qui reflète la signification fondamentale du discours haineux, à savoir qu'il véhicule une offense, ainsi qu'une possible incitation à l'action ou à la discrimination. Si un terme était considéré comme simplement offensant, il n'atteindrait pas le seuil d'inclusion - il devrait également être provocateur. Même si la RCA a codifié une interdiction générale du discours de haine²⁵, il n'existe pas de définition communément comprise et acceptée.

L'enquête a été hébergée et diffusée via la plateforme Kobotoolbox pour sa facilité d'utilisation, ses capacités de collecte de données hors ligne et ses fonctions de sécurité fiables qui protègent l'identité des répondants ainsi que la confidentialité de leurs réponses.

Au total, 482 personnes ont répondu à l'enquête ou aux questions en personne.

Discussions en groupe, examen et validation

PTL et le partenaire local du projet de l'USIP, AJEMADEC, ont mis en place quatre (4) groupes de discussion à Bangui (2) et Bouar (2). Les groupes de discussion comptaient un total de 98 participants (31 femmes et 67 hommes), avec une attention particulière pour avoir une représentation aussi diverse que possible de la langue, de la religion, de l'ethnicité, de la géographie, des professions et du statut socio-économique.

Sur la base des termes recueillis par le biais de l'enquête, PTL a identifié et soumis une liste de 25 termes à chaque groupe de discussion. Les participants ont été chargés de discuter et de valider les données initiales recueillies, ainsi que de compléter les définitions et les informations contextuelles de chaque terme, si nécessaire. L'ordre du jour prévoyait également de discuter de sujets ou de «déclencheurs» susceptibles de provoquer la violence, qui n'auraient peut-être pas été élucidés dans le format restreint d'une enquête.

Les ateliers de validation ont apporté des précisions importantes sur les définitions et l'usage des termes. Ils ont également permis de clarifier les contextes dans lesquels ces termes étaient les plus utilisés, tout en attirant l'attention des chercheurs sur de nouveaux termes.

Entretiens approfondis

Après la conclusion des ateliers, cinq entretiens supplémentaires ont été organisés par les partenaires locaux du projet avec des informateurs clés. Ces entretiens ont permis de combler les lacunes restantes dans les données, ainsi que de fournir des informations contextuelles supplémentaires pour les définitions et l'utilisation des termes.

Avis d'experts

Enfin, le projet a réuni un groupe d'experts centrafricains pour réviser le projet de lexique. Ces réviseurs comprenaient des experts en droit, en médias, en paix et en sécurité représentant différentes communautés. Ils ont apporté une validation, une analyse et des idées supplémentaires sur le lexique, aidant à interpréter le contexte historique et politique actuel de la RCA.

Annexe B : Problèmes et risques

Au cours de l'élaboration de ce lexique, l'équipe de projet a rencontré un certain nombre de problèmes, de limites et de risques qu'elle s'est efforcée d'atténuer.

Contraintes de temps et calendrier de l'étude

Le calendrier du projet²⁶ a coïncidé avec plusieurs événements clés et une période de bouleversements politiques considérables dans le pays, notamment la période précédant et suivant les élections présidentielles et parlementaires du 27 décembre. La période précédant les élections a été marquée par des appels au boycott après le rejet de la candidature de l'ex-président Bozizé par la Cour constitutionnelle. La formation d'une nouvelle coalition de groupes armés, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), a entraîné d'importantes perturbations avant et pendant l'élection, ce groupe ayant lancé des attaques contre des dizaines de villes à travers la RCA, provoquant le déplacement de plus de 200 000 personnes. Le 19 janvier, le CPC a lancé une attaque sur Bangui, qui a été repoussée par la MINUSCA, les forces armées du gouvernement centrafricain et leurs alliés, mais cette attaque éhontée a accru les tensions politiques et exacerbé une grave crise humanitaire. Lorsque les violences ont éclaté, les membres de l'équipe du projet ont dû faire face à des conditions de voyage périlleuses pour organiser des ateliers de validation à Bouar, l'une des principales routes bloquées par le CPC, ce qui rendait difficile le retour à Bangui. Ils ont finalement pu rentrer juste avant les élections, et l'équipe a alors décidé de suspendre ses déplacements jusqu'à la fin des violences. Les conditions ont commencé à s'ouvrir en mars 2021.

La perte régulière de connectivité et les considérations de sécurité pour l'équipe basée à Bangui et les participants se rendant aux ateliers ont entraîné des retards dans la communication et la mise en œuvre.

En outre, les considérations de sécurité liées à la Covid pour toutes les équipes et tous les participants dans le pays signifiaient que toutes les activités de recherche et de validation devaient être adaptées pour respecter les précautions sanitaires. En ce qui concerne l'équipe internationale chargée du lexique, la pandémie n'a pas permis à PeaceTech ou à son partenaire l'USIP de se rendre en RCA pour apporter un soutien supplémentaire aux partenaires locaux dans la mise en œuvre des ateliers de validation, et la connectivité Internet et téléphonique limitée a encore restreint les possibilités de formation et de conception à distance. Cela a obligé les équipes à faire des compromis qui ont eu un impact sur la représentativité et l'ampleur de l'étude. Pour relever ce défi, l'équipe a élaboré des supports de formation asynchrones, a utilisé des supports de collecte de données nécessitant peu de connectivité et s'est appuyée sur les solides réseaux des partenaires locaux pour atteindre autant de communautés que possible, étant entendu qu'aucune de ces méthodes ne remplacerait parfaitement la collecte normale de données en personne.

Enfin, en ce qui concerne le calendrier de l'étude, il est important de noter que les lexiques sont, de par leur conception, itératifs. Ils représentent chacun un instantané du paysage du langage haineux en ligne d'un pays à un moment donné, et sont destinés à être mis à jour au fil du temps. Au fur et à mesure que les événements se déroulent sur la scène régionale, nationale ou internationale, la signification et l'utilisation des termes inclus dans la liste principale et les listes supplémentaires de ces lexiques peuvent évoluer et changer.

Limites des enquêtes en ligne et des ateliers de validation

Les enquêtes en ligne offrent aux répondants la possibilité de partager des informations et des idées ; cependant, un formulaire en ligne peut également limiter le nombre et la représentation démographique des répondants dans une situation de connectivité Internet faible ou peu fiable. Pour contourner une faible couverture Internet et une infrastructure peu fiable, les partenaires locaux ont formé et déployé des agents recenseurs dans sept communautés afin d'impliquer directement la population locale, contribuant ainsi à rendre l'enquête plus accessible et à élargir la portée globale de l'étude. Ces activités en personne ont dû être menées tout en prenant les précautions appropriées en matière de santé et de sécurité introduites avec la propagation de la pandémie de COVID-19.

Les ateliers de validation et les discussions de groupe exigent des individus qu'ils abordent les termes identifiés par l'enquête (et leur usage) non seulement individuellement, mais aussi par le biais d'une interaction avec d'autres personnes dans le cadre du groupe - et dans certains cas, cela signifie interagir avec des individus appartenant à des groupes de la société qui perpétuent et/ou sont ciblés par ces termes. Cependant, plutôt que d'inhiber la parole, ces ateliers permettent d'obtenir des informations contextuelles importantes sur la puissance de certains termes. Ils ont également tendance à faire apparaître de nouveaux termes non mentionnés dans l'enquête.

Défis en matière de langue et de traduction

L'enquête a été distribuée en sango, en français et en anglais. La plupart des répondants ont choisi de répondre en sango ou en français. Toutes les réponses à l'enquête et les messages de l'échantillon ont été traduits en français pour l'analyse des données. Les notes de discussion de l'atelier de validation ont été transcrites en français à partir du sango. Enfin, ce rapport a été rédigé en français et en anglais - qui a dû à son tour être traduit pour la publication finale en français et en anglais. La gestion des données en trois langues a exigé beaucoup de diligence et de soin.

La compréhension limitée des concepts de discours de haine par le grand public

Nombre des termes identifiés dans cette étude comme « offensants et incendiaires » trouvent leur origine dans d'anciens stéréotypes et préjugés. Ces termes et leur impact sont souvent minimisés et banalisés dans le contexte moderne, malgré ou à cause des tensions intercommunautaires et des conflits prolongés. Parmi les personnes ayant participé à l'enquête et les organisations non gouvernementales interrogées, la plupart n'avaient pas une compréhension globale de ce qui constitue un discours de haine (et de ce qui ne l'est pas), et ne reconnaissent pas son rôle potentiel dans la polarisation et l'exacerbation de la dynamique complexe et à multiples facettes du ou des conflits dans le pays. Cela a eu un impact sur la qualité des réponses à l'enquête, ainsi que sur les discussions au cours des ateliers de validation.

Il est important de noter que de nombreux répondants à l'enquête ont cité les insultes sexistes à l'égard des femmes comme des termes de discours de haine, ce qui peut être une indication du niveau général de violence à l'égard des femmes et/ou d'un niveau élevé de sensibilisation au problème. Malheureusement, l'examen de cette question n'entre pas dans le cadre de la présente étude.

Les défis liés à la communication

Les problèmes de connectivité technique (disponibilité d'Internet et faible bande passante, pannes d'électricité) ont rendu difficile une communication continue et efficace avec les partenaires tout au long du projet. Cela a non seulement eu un impact sur la logistique et la capacité à organiser les activités de validation des informations, mais a également entravé certains aspects collaboratifs de l'activité de recherche de l'équipe qui avaient déjà été limités par les restrictions logistiques imposées par la COVID-19. Étant donné que les partenaires locaux jouent un rôle crucial dans le processus d'analyse des données en fournissant des informations contextuelles supplémentaires sur la signification historique et culturelle des termes, ainsi qu'en comblant les lacunes de traduction pour certaines réponses à l'enquête et les discussions de validation, ces problèmes de connectivité ont imposé des retards et ont nécessité une patience et des efforts supplémentaires de la part de tous les partenaires pour maintenir la communication et le flux de travail.

Préoccupations concernant la vie privée et la sécurité

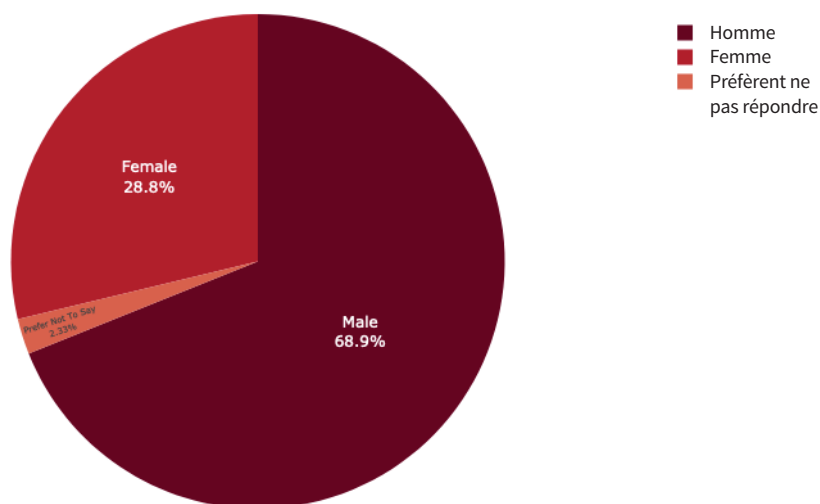
Au départ, l'enquête demandait aux participants de fournir des informations personnelles (telles que leur prénom, leur nom de famille et leur adresse électronique), mais les commentaires des partenaires ont indiqué que cela avait un effet dissuasif, car la plupart d'entre eux se méfiaient de l'utilisation de ces données et s'inquiétaient de leur vie privée et des conséquences possibles de leur participation à l'enquête. Pour favoriser la confiance et augmenter la participation, les questions concernant les informations personnelles ont été supprimées de l'enquête ouverte à mi-chemin du processus de collecte d'informations. Les données ne permettent pas de savoir si cela a eu l'effet escompté d'atténuer les inquiétudes. Les questions n'ont pas été supprimées des questionnaires en personne dans les cas où les enquêteurs pouvaient souligner leur caractère facultatif.

Annexe C : Statistiques de l'enquête

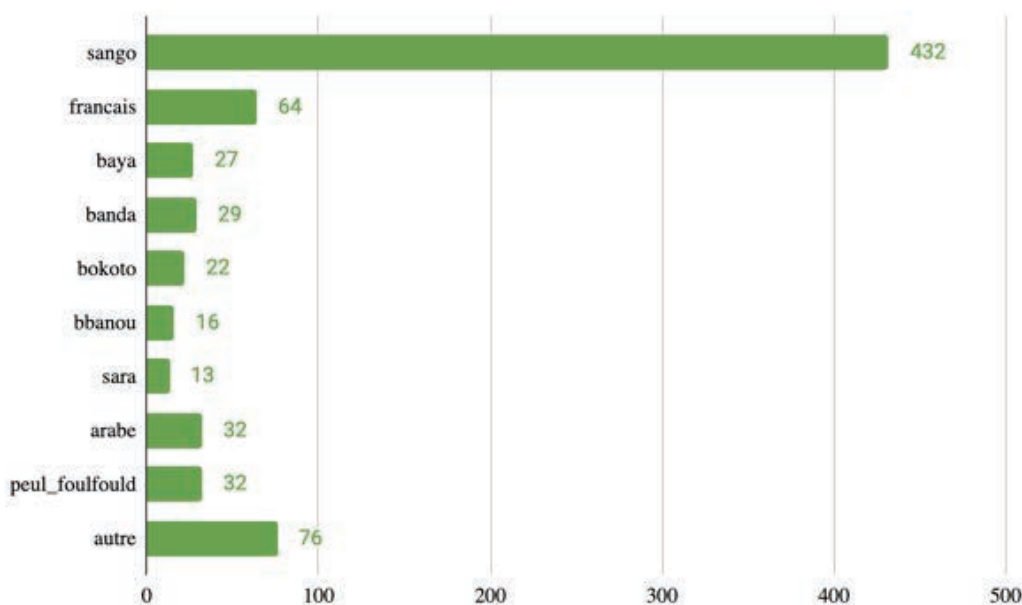
Données démographiques et autres statistiques

- L'enquête a été diffusée en novembre-décembre 2020.
- Nombre total de réponses à l'enquête unique : 482

Répartition par sexe des répondants

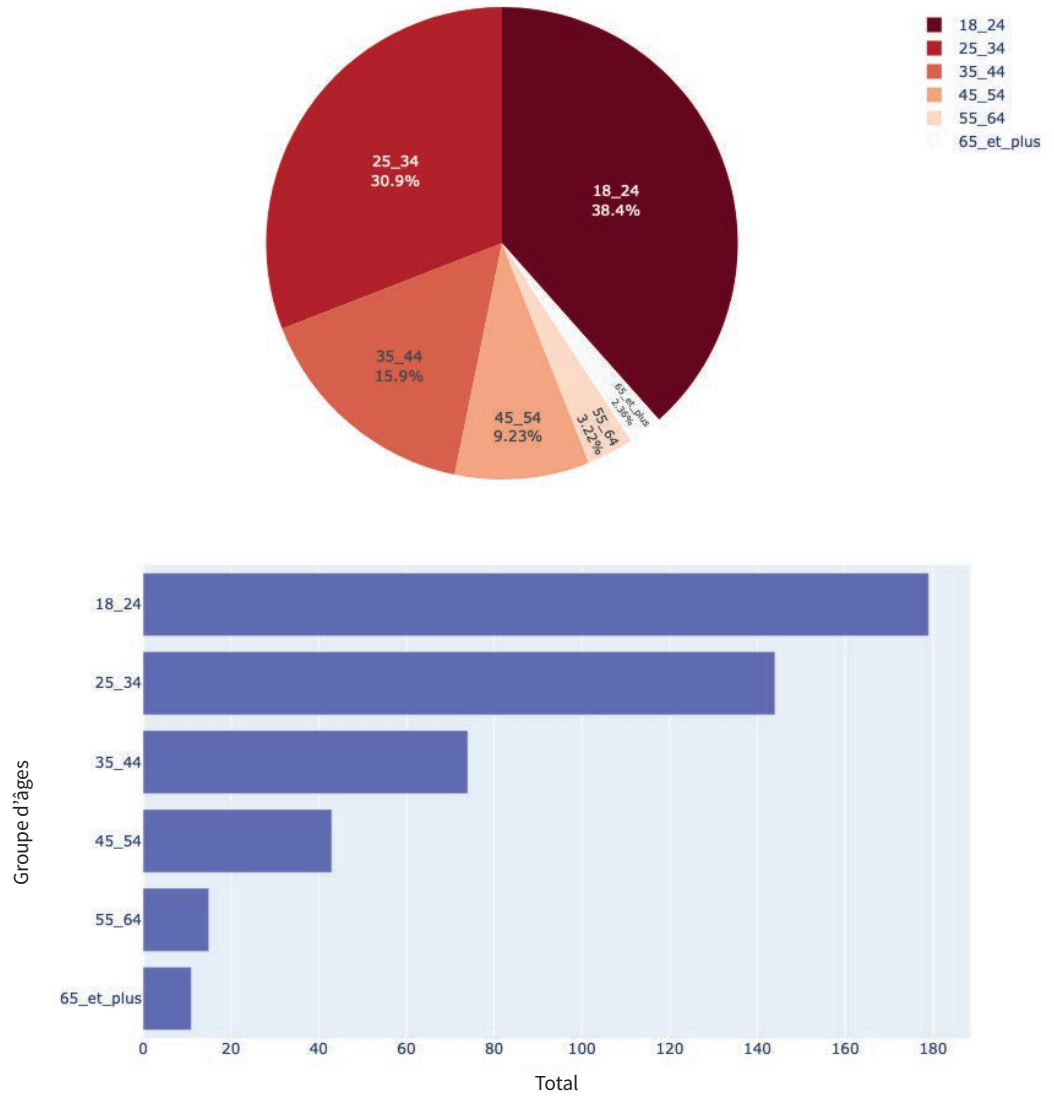


Langues parlées par les répondants

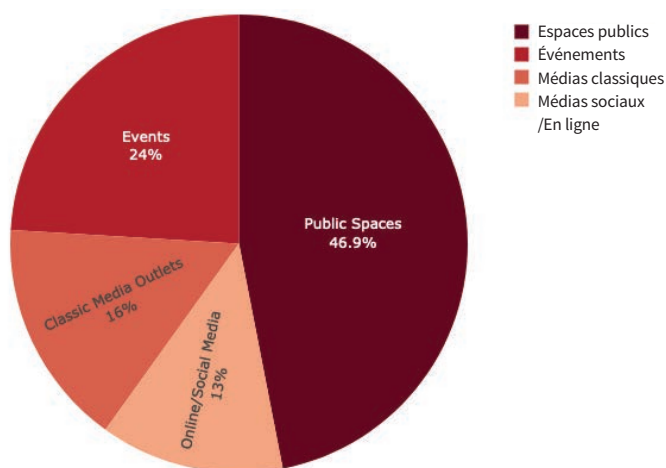
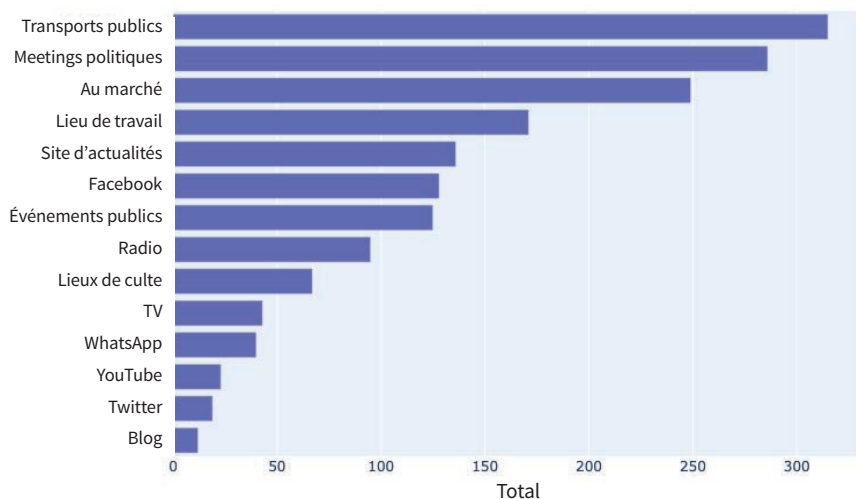
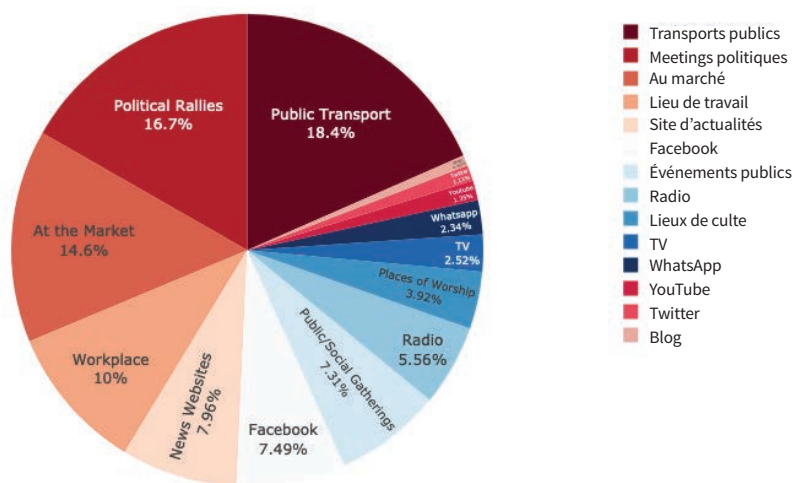


Autres : langues ne figurant pas dans la liste ci-dessus. Gbougou, Sara, Dagba, Haoussa et Borno, RDC, Kaba/Kabe, Yakoma, Gbougou, Bezele, Mandja, Moussa, Pana, Anglais, Tali, Kara, Yakoma, Bambara, Sonike, Goula, Rounga, Goula, Nassalite, Borga

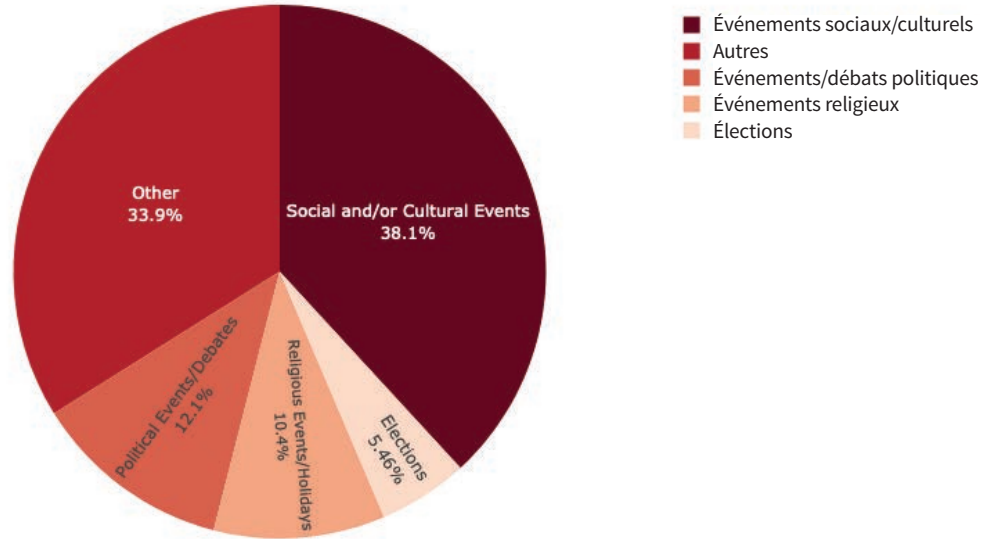
Âge moyen des répondants



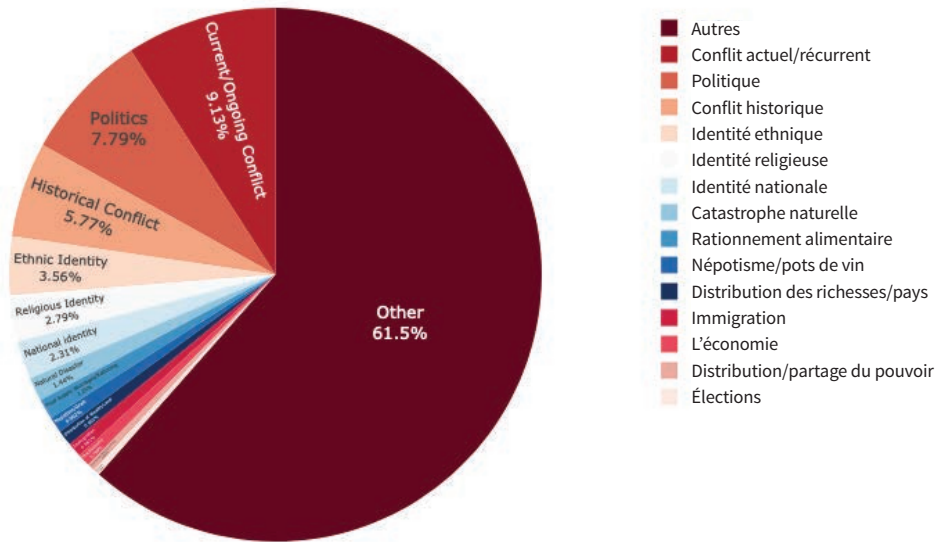
Les termes et les phrases « offensants et provocateurs » sont le plus souvent entendus/lus sur le site :



Contexte dans lequel ces termes sont entendus



Quels sont les sujets qui déclenchent l'utilisation du mot ou de la phrase « offensant ou provocateur » ?



Notes en fin d'ouvrage

- 1 Voir l'annexe C
- 2 Voir la légende p. ??
- 3 Lombard, Louisa. « Dénoncer la souveraineté : Revendications de liberté dans le nord-est de la République centrafricaine ». *Études comparatives en société et en histoire*. 2018. Page 1073-1075.
- 4 « Comprendre la République centrafricaine. » Édité par Louisa Lombard et Tatiana Caryannis. Zed Books. Londres, Royaume-Uni. 2015. Page 3.
- 5 « Comprendre la République centrafricaine. » Édité par Louisa Lombard et Tatiana Caryannis. Zed Books. Londres, Royaume-Uni. 2015. Page 22-23.
- 6 Branshaw, Richard et Juan Fandos-Rius « Dictionnaire historique de la République centrafricaine. » Rowman et Littlefield. Lanham, Maryland. 2016. Page 377.
- 7 Murhula, Paul Bashizi Bashige et Norman Chivasa. Chapitre 5, « Le colonialisme en Afrique : Un crime oublié contre l'humanité. » *Le Manuel Routledge des Criminologies Africaines*. Routledge. New York, NY. 2021.
- 8 « Comprendre la République centrafricaine. » Édité par Louisa Lombard et Tatiana Caryannis. Zed Books. Londres, Royaume-Uni. 2015. Page 305.
- 9 Ibid page 307.
- 10 « Liberté dans le monde 2002 - République centrafricaine. » Freedom House. 2001. Consulté le 15 avril 2021 sur <https://www.refworld.org/docid/473c53b7c.html>
- 11 Ibid page 311.
- 12 Les sources diffèrent sur la signification exacte du terme. Certaines disent qu'il se traduit par « anti-machette », tandis que d'autres disent que la forme longue du nom est « anti-balles à ti laka », ce qui signifie « anti-balles de AK-47 ».
- 13 « Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine : rapport final. » Les Nations Unies S/2014/928. Page 95. Consulté le 15 avril 2021 sur <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1471229.pdf>
- 14 « Un fonctionnaire de l'ONU voit une menace de génocide en République centrafricaine. » *Voix de l'Amérique*. 22 août 2017. <https://www.voanews.com/africa/un-official-sees-genocide-threat-central-african-republic>
- 15 « RCA : des experts appellent à interdire les discours d'incitation à la haine avant les élections. » *ONU Info*. 16 décembre 2020. <https://news.un.org/fr/story/2020/12/1084712>
- 16 Voir la section méthodologie pour plus de détails.
- 17 <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Combats-a-Bangui-a-la-veille-de-l-intervention-francaise-en-Centrafrique-2013-12-05-1071533>
- 18 Conseil des droits de l'homme: Examen périodique universel de la RCA, 14 mars 2019,
- 19 Droits LGBT en RCA, Wikipedia
- 20 Minority Rights Group International, Mbororo
- 21 Des Peuples Autochtones francophones en mouvement, GITA
- 22 Composée de membres et de consultants du PeaceTech Lab, de l'US Institute for Peace (USIP) et de l'Association Jeunesse en Marche pour le Développement en Centrafrique (AJEMADEC), organisation partenaire de la société civile centrafricaine ;
- 23 C'est le même processus qu'ont suivi les équipes de recherche sur les lexiques pour élaborer le lexique du Cameroun en 2018, le lexique du Nigeria en 2017 et le lexique du Soudan du Sud en 2016 <https://www.peacetechnlab.org/combating-online-hate-speech-main>.
- 24 Pour le lexique des termes de discours de haine utilisés dans les conflits au Soudan du Sud, voir <http://www.peacetechnlab.org/hate-speech-in-south-sudan>, 2018.
- 25 Art 295, Loi N 10.001 du 6 Janvier 2010
- 26 Août 2020 - avril 2021



ABOUT PEACE TECH LAB

PeaceTech Lab works for individuals and communities affected by conflict, using technology, media, and data to accelerate local peacebuilding efforts. An independent non-profit organization, the Lab's mission is to amplify the power of peacetech to save lives through earlier warnings and smarter responses to violence. The Lab's programs emphasize a data-driven, cross-sector approach, engaging everyone from student engineers and citizen journalists to Fortune 500 companies in scaling the impact of peacetech.



PEACETECH LAB